IIIme Année. — No 35 Prix du Numéro : 10 Centimes Genève, Samedi 21 Septembre 1918

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

RÉDACTION et ADMINISTRATION
69, rue du XXXI Décembre - Genève
Téléphone 14.05

Paraissant tous les Samedis
Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

ABONNEMENT { Suisse..... 6 fr. — par an
Autres pays. 8 fr. — »

Le message de Vienne

La campagne de paix austro-allemande bat son plein depuis que les armées alliées en France commencent à imposer leur volonté à l'ennemi.

A chaque victoire alliée, les Austro-Allemands répondent par un discours approprié et ce jeu continuera à se répéter indéfiniment, à ce qu'il semble, les chancelleries de Berlin et de Vienne n'étant en somme qu'au début de leur offensive pacifiste. En Autriche-Hongrie, le comte Burian a prononcé un grand discours devant les représentants de la presse allemande dans lequel il ne demandait aux Alliés que de lui fournir l'occasion de discuter d'une façon tranquille. « Dans toutes les questions d'humanité et de justice, assurait M. Burian, qui règleront les rapports futurs des peuples, les Alliés ne rencontreront aucune opposition de notre part ». Le comte Czernin est venu appuyer son successeur par un article paru dans la « Neue Freie Presse » en faveur de l'arbitrage obligatoire. Pour que les Allemands et Magyars ne s'effrayent pas de cette prose pacifiste, le ministre-président autrichien, M. Hussarek, a tenu de son côté à préciser, devant les mêmes représentants de la presse allemande, que tous les propos sur la transformation de l'Autriche-Hongrie en une fédération sont des inventions malveillantes. « Toute évolution éventuelle de la Monarchie, a déclaré, M. Hussarek, trouve sa limite naturelle à ces deux axiomes: le respect devant les droits et la constitution de la Hongrie, et la conservation du caractère unitaire de notre Etat. Même une Autriche rajeunie doit rester une et indivisible. En ma qualité de chef du gouvernement autrichien, je tiens à souligner ce caractère essentiel de notre Etat, qui n'est pas toujours visible, mais qui n'en forme pas moins la base de notre histoire et de notre politique. Je le fais d'autant plus en ce moment que l'Autrichianisme et le Germanisme se trouvent étroitement liés et qu'ils resteront aussi à l'avenir en relations très intimes ! »

En Allemagne, c'est le même ton. Le vice-chancelier de l'Empire, M. de Payer a prononcé à Stuttgart un grand discours qui reflète les dernières espérances de nos ennemis. En effet, M. de Payer plaide pour une paix sur la base du *statu quo* territorial, pour tous les pays, sauf pour la Russie. Remarquons en passant que le discours de M. de Payer constitue sur ce point-là un avertissement dont les Bulgares n'ont pas lieu d'être enchantés. Pour la Russie cependant M. de Payer propose de laisser les choses telles qu'elles sont et de confier à l'Allemagne le soin d' « organiser » et de « relever » les peuples limitrophes. L'Allemagne renoncerait ainsi à ses plans occidentaux et se contenterait du morceau russe. Elle tiendrait dans ses mains toutes les voies d'Asie-Mineure et d'Asie centrale et créerait un vaste Empire continental, le plus formidable que l'on puisse imaginer. La formule lancée déjà l'année dernière d'une « paix de compromis » en Occident et d'une « paix dictée » à l'Orient serait donc définitivement acceptée par l'Allemagne. La base de la paix, proposée par M. de Payer, n'est en somme qu'une retraite politique, provoquée par le refoulement des armées allemandes sur la ligne Hindenbourg. Pour donner plus de poids à cette formule en apparence conciliante, le Kaiser a jugé nécessaire de paraître sur la scène et de donner l'assurance formelle que l'Allemagne est invincible. A défaut d'arguments plus probants, le Kaiser a cité l'écrasement de la Serbie et du Monténégro, ajoutant qu'il ne reste plus aux Allemands qu'à vaincre en France.! Evidemment. Quant aux Serbes, ils viennent de démontrer par l'attaque en Macédoine comment ils entendent riposter aux propos méprisants de l'empereur allemand.

Dans de telles circonstances, l'invitation officielle du gouvernement viennois à causer « confidentiellement », ne saurait être prise nulle part au sérieux. Le ministre austro-hongrois a basé sa note sur les déclarations déjà oubliées de Lloyd Georges, Wilson et Balfour, d'il y a six mois. Il aurait dû rappeler la décision de Versailles, le discours de Balfour à l'inauguration du Comité National serbe à Londres, la déclaration de Lansing et la reconnaissance de l'indépendance tchéco-slovaque. Mais la note de M. Burian fournit aux Alliés une occasion admirable de dire ce qu'ils pensent de la Monarchie des Habsbourg. C'est aussi la meilleure occasion de compléter la déclaration concernant les Tchéco-Slovaques par la reconnaissance de l'Etat serbo-croate et slovène, dans le sens du manifeste de Corfou, et d'arrêter les Polonais dans leur politique quelquefois par trop activiste.

L. M.

La voix du canon serbe

De nouveau, on entend tonner le canon serbe. Les Bulgares comme les Turcs et comme les Austro-Allemands ont appris à leur dépens à discerner son écho et à connaître ses effets puisque ils l'entendirent tonner successivement à Bregalnitza, à Koumanovo, à Roudnik et sur les crêtes de Kaïmaktchalan. Partout, il fit taire les canons ennemis et se fraya le chemin vers la victoire. De même aujourd'hui les coups de tonnerre retentissant sur le front de Salonique, de si loin qu'ils viennent, n'annoncent pas moins des brillantes victoires.

Les noms de Vetrenik, de Dobro Polié de Sokol et de Koziak viennent s'ajouter aux autres noms célèbres qui diront aux générations futures les exploits innombrables d'une armée sans égale dont les hauts faits font pâlir les épopées antiques. Soutenus par leurs camarades français, les Serbes viennent de prendre aux Bulgares les plus importantes positions stratégiques qui leur ouvrent le chemin au cœur de la Macédoine serbe vers Prilep et Skopié. Sans compter l'effet moral que produira cette victoire, sur la population de la Serbie envahie, c'est à un succès militaire de premier ordre.

L'écho des nouvelles victoires serbes sera la meilleure réponse aux paroles insolites de l'empereur Guillaume, prononcées l'autre jour à l'adresse de la Serbie.

L'empereur allemand prétendait alors que la Serbie etait mise hors de combat en oubliant que le compte avec la Serbie ne sera pas réglé définitivement tant qu'il existe un soldat serbe, le dernier soldat étant animé de la même foi patriotique et de la même ardeur belliqueuse que ses plus grands chefs et ses meilleurs fils.

L'empereur Guillaume saura-t-il comprendre enfin cette leçon et se convaincra-t-il qu'il a parlé un jour trop tôt ? M.

De Berne, 18 :

Des divisions allemandes viennent en hâte au secours des Bulgares battus. Malgré cette intervention, les Germano-Bulgares ont été mis en fuite par l'énergique et irrésistible vaillance des Franco-Serbes. Le nombre de canons capturés est de 50.

Un discours impérial

Le glaive dans une main, la Bible dans l'autre, l'empereur Guillaume descendit l'autre jour dans les caves des usines Krupp pour y prêcher la guerre jusqu'au bout. Cette vision a quelque chose d'impressionnant et de symbolique. Ce n'est plus l'ennemi, c'est le doute et l'angoisse de son propre peuple qu'il s'agit de vaincre. Aussi, c'est pour la première fois que le souverain allemand, le chef des hobereaux prussiens, cherche le contact avec les prolétaires de l'empire. Tant que les bulletins de l'état-major annonçaient des victoires, dans les télégrammes, les discours et les manifestes impériaux, il ne fut fait mention que de l'empire, de l'Empereur, de Kronprinz et de la maison impériale. C'est à peine si le nom de Hindenbourg y trouvait quelque place. Quant au Michel allemand, on ne lui laissa que la satisfaction et l'insigne honneur de se faire tuer pour la plus grande gloire de l'empire et des Hohenzollern.

Aujourd'hui tout paraît changé. Les bulletins annonçant des revers et des reculades, il faut partager la peine. Il faut que tout le peuple prenne part aux responsabilités et approuve dès à présent une politique qui conduit le pays à la ruine certaine. C'est pourquoi il faut que tout le monde dise « oui ». Le vieux Dieu, protecteur officiel des Allemands, celui qui les a aidés jusqu'ici à gagner les batailles, devra marcher aussi. Il ne trahira pas maintenant le « peuple élu ». N'est-ce pas grâce à lui, à Krupp et à Ferdinand de Kobourg que la puissance du Monténégro se trouve déjà brisée.

Après quatre ans de guerre, il ne reste plus que le front d'Occident qui bouge. Une bagatelle ! L'Allemagne ne combat plus que le génie de Foch, « la misérable petite armée anglaise » et les quelques millions de soldats américains.

La guerre est virtuellement gagnée pour les Allemands. C'est ce que l'empereur Guillaume grâce à sa modestie innée a omis de dire à son peuple. M.-D. M.

Le comte Karolyi et les Yougoslaves

Les agissements des Magyars dans cette guerre ont toujours été des plus intéressants. Comme un baromètre, ils sont sensibles à tous les changements de la fortune de la guerre. Dès que les chances des Impériaux tombent, les Magyars poussent en avant leurs pacifistes, dont les discours sont scrupuleusement envoyés aux pays neutres par les soins de l'Agence télégraphique officielle. La duplicité diplomatique s'y manifeste avec clarté. D'un côté, ils tendent à s'adapter sérieusement aux idées démocratiques, tout en restant au fond ce qu'ils ont été toujours: oppresseurs tyranniques des peuples, et, par conséquent, ennemis les plus prononcés des idées embrassées par les Alliés.

Le comte Michel Karolyi jouit encore aujourd'hui d'un certain crédit auprès de nos grands alliés. Le langage pseudo-démocratique que ce noble comte n'omet jamais de répéter a pu trouver des auditeurs crédules, quoique le sens de ce langage fût toujours trop transparent. Un examen attentif pourrait révéler facilement que derrière les paroles démocratiques se blottit un impérialisme de meilleur aloi, qui ne diffère de l'impérialisme allemand que par son domaine restreint.

L'impérialisme magyar, quoique très violent, n'est pourtant pas allé aussi loin pour sortir de ses petits cadres; il n'est pas visible sur les grandes routes mondiales, mais par contre, il est d'autant plus ressenti par les petits peuples voisins. La paix avec la Roumanie en est un témoignage éloquent.

Le comte Karolyi a écrit il y a quelques jours une lettre ouverte à ses électeurs de Czegled où il s'est érigé en apôtre de la « paix de conciliation ». Affirmant que la victoire est impossible, tant pour les Allemands que pour les Alliés, il propose de prendre pour base de réconciliation le programme de paix de Wilson et continue ainsi: « Cette déclaration ne signifierait pas encore qu'on doive souscrire à la lettre à toutes les paroles de Wilson et se soumettre à ses suggestions sans discussion. Wilson lui-même ne voudrait pas que le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes soit réalisé en Hongrie dans sa pureté doctrinaire sans égard aux droits historiques. »

Quand il s'agit d'appliquer le principe d'auto-disposition des peuples en Hongrie, on est doctrinaire, naturellement. Fritz Adler, le meurtrier de Stürgkh, caractérisait bien dans sa défense la mentalité austro-hongroise en s'écriant: « Chez nous, en Autriche, on s'est toujours enthousiasmé pour la liberté et la révolution — à l'étranger! » Pourvu qu'on ne touche pas aux frontières de la Hongrie, le comte Karolyi acceptera volontiers la paix Wilson. Il est très aisé d'être démocrate et libéral pour les autres, c'est pourquoi les Magyars sont compatissants jusqu'aux larmes pour la liberté des Esthoniens, Lithuaniens et Finlandais; mais, dès que les peuples qu'ils oppriment en Hongrie sont en question, ils deviennent vigoureux et agitent leurs innombrables droits historiques. Nous en avons une belle preuve venant de l'entourage immédiat du comte Karolyi.

L'organe du comité Karolyi « Magyarorszag » publiait il y a quelques jours un article de fond sur les questions yougoslave et polonaise. En parlant de la Pologne, l'auteur Buza Barna, un ami intime de Karolyi, proteste contre les idées de partage et des compensations tout en plaidant pour la solution austro-polonaise. Il dit « que cela ne concorde pas avec les idées de la paix blanche et du droit d'auto-disposition des peuples ». Mais immédiatement après cette expression loyale, à vue, il précise sa pensée, qui, par son hypocrisie, peut être classée parmi les meilleures expressions de l'âme mensongère magyare:

« A n'importe quelle époque que soit réglée la question de la Bosnie, elle ne pourra pourtant avoir qu'une seule solution définitive et juste: La Bosnie doit être unie à la Hongrie. Et cela non pas comme compensation pour l'agrandissement de l'Autriche, mais comme une solution naturelle qui découle de la situation géographique et du développement historique. De même pour la Dalmatie: de par le droit, elle appartient déjà à la Hongrie, ce qui ne peut être l'objet d'aucun doute. Et après la guerre nous devons obtenir au moins que l'état juridique concorde avec l'état réel. Cependant ni la Bosnie, ni la Dalmatie ne doivent être unies à la Croatie, car nous ne devons pas construire nous-mêmes le grand Etat yougoslave, que nous craignons aujourd'hui. Il ne serait ni juste, ni bon, si les Magyars voulaient unir dans un Etat la Bosnie, la Dalmatie et la Croatie, Qu'ils restent distincts. Ces Etats jouiraient de grandes autonomies, mais ils ne devraient pas envoyer leurs députés au Parlement de Budapest. Il ne faudrait pas qu'un groupe yougoslave parlementaire soit constitué. Des délégations spéciales de chaque pays devraient régler les affaires communes. Ce serait peut-être la meilleure solution de la question yougoslave, solution qui répondait au droit des peuples. »

Après s'être déclaré partisan des idées

de Wilson et après avoir exalté le droit d'auto-disposition des peuples et demandé une paix de conciliation, le comte Karolyi autant que son ami ne trouvent pas que leur domination sur les autres peuples soit contraire à toutes ces idées. Au contraire, ils vont encore plus loin; ils demandent l'annexion, déguisée sous diverses phrases, de la Bosnie et même de la Dalmatie. Pour rester tout à fait fidèles au passé réactionnaire et au principe de « divide et impera », ils veulent que ces provinces habitées par le même peuple soient divisées en trois Etats distincts. Et ils osent qualifier cette solution comme une solution répondant au droit des peuples!

Le comte Karolyi, « espérance » de quelques éléments de nos grands alliés, ne pouvait pas se soustraire au souffle que lui a inspiré sa race asiatique. Nos alliés, qui luttent pour un monde meilleur de liberté, ne devraient pas se laisser séduire par les paroles fallacieuses des Magyars, qui, sous le masque de la démocratie, entendent poursuivre et encore étendre leur œuvre d'oppression et de tyrannie.

L. P.

Lettres sur la Russie

L'idéocratie des brigands socialistes

Ce qui a beaucoup contribué à la mauvaise réputation du tsarisme, c'est que la haute bureaucratie russe menait trop grand train pour ses traitements pourtant très élevés, tandis que les petits fonctionnaires étaient trop mal payés pour joindre honnêtement les deux bouts; ainsi les uns et les autres se voyaient induits à la corruption, les uns par la misère, les autres par la passion du superflu. C'était la gangrène de l'Etat russe. Les tsars, tant décriés comme autocrates, n'étaient souvent que des instruments impuissants de la police secrète, la fameuse « okhrana », qui restreignait leur liberté d'action encore plus que celle de leurs sujets. Extérieurement, ce pouvoir secret se couvrait de l'autorité du tsar et de l'orthodoxie, représentée par le Saint-Synode. Aux temps du servage, le peuple, tout en détestant les fonctionnaires, avait une sorte de vénération superstitieuse pour le « batiouchka tsar », espérant qu'il parviendrait un jour à lui donner à la fois la liberté et la terre. Que cette réforme n'ait été réalisée qu'à moitié, ce n'était pas la faute des Romanow, mais celle du profond égoïsme des propriétaires fonciers, à peu près égaux, sous ce point de vue, qu'ils fussent libéraux ou rétrogrades. Tolstoï, qu'on ne saurait soupçonner de sympathies monarchistes, disait que ce n'était pas la forme monarchique de l'Etat qui empêchait la solution de la question agraire, et que cette question était infiniment plus importante que le problème « monarchie ou république ». Il savait que la propagande révolutionnaire ne pouvait avoir de succès dans les masses populaires que tant que la question agraire restait posée.

Tous les partis rrévolutionnaires étaient d'accord dans le principe qu'il fallait rendre le sol à ceux qui le labourent. Mais, animés d'un si noble esprit, les révolutionnaires tombèrent dans l'illusion funeste qu'il fallait commencer par détruire l'Etat russe, en affaiblissant, coûte que coûte, l'armée et la flotte. Dostoïevski a décrit, il y a une cinquantaine d'années, cette manie de vouloir émietter la Russie pour le salut de l'humanité. Les fanatiques sincères parmi ces gens-là s'obstinaient à ignorer tout le mal que devait déchaîner dans les hommes, à commencer par eux-mêmes, l'engoûment pour un travail aussi purement destructif et d'une telle envergure. Ils se figuraient qu'aussitôt l'Etat russe démembré, de libres confédérations de villages et de villes se formeraient. Et voilà le paradis socialiste établi sur la terre! Le grand succès de cette fantasmagorie est dû à un défaut national russe, à ce penchant au chaos, à ce manque étonnant non seulement de piété pour le propre passé, mais de toute compréhension pour ses enseignements; en un mot, à cette incohérence de l'existence que Tchaadaïev a analysée avec une telle clairvoyance, il y a bientôt un siècle, que Nicolas I le fit proclamer fou sans se douter de quel psychiatre il privait son peuple.

Il n'est donc pas étonnant que les judéo-bolchéviks aient pu travailler à leur aise pour le roi de Prusse et son allié. Leurs adversaires enragés, les « Cent Noirs », connaissaient bien le danger dont cette propagande menaçait la Russie; mais malheureusement ils défendaient la force et l'unité de leur nation d'une manière à en dégoûter plutôt ceux qui désiraient son libre développement moral et intellectuel.

Les judéo-bolchéviks étaient les porte-parole d'une partie du prolétariat ouvrier qui constitue 4 % de la population entière de la Russie, et des Juifs peu fortunés. Les Juifs ont, sauf de rares exceptions, cette particularité de préférer une vie sordide à l'esprit de sacrifice ou simplement à l'effort d'un travail pénible et producteur. Partout ils sont médiateurs, entremetteurs, dans dans les idées aussi bien que dans les choses matérielles. Dans les autres pays où ils vivent dans une véritable « diaspora » éparpillés parmi d'autres races, ils sont capitalistes et partisans du droit sacré de la propriété; en Russie, où, vivant en masse, ils sont souvent pauvres, ils se sentent la vocation de guider le peuple russe selon le Talmud socialiste de Marx et de Lassalle. Aidés par ce penchant au chaos dont nous avons parlé, ils ont réussi à créer un état des choses que même le Tyrtée de l'amoralité bolchéviste, Maxime Gorki, blâme sous le nom de « pillage des produits du pillage ». Ayant déchaîné la guerre sainte sociale, les judéo-bolchéviks en profitent pour amasser de l'or qu'ils s'empressent de déposer dans des banques neutres. A cette fin, ils ont fait une paix honteuse, ils « nationalisent » les banques russes pour en voler les dépôts, ils pillent les musées, les églises, les bibliothèques, etc.

Voilà donc le peuple russe tombé de Charybde en Scylla: de l'idéocratie de l'okhrana et des « Cent Noirs », dans celle encore pire de brigands qui se disent socialistes. Il ne lui reste que le chemin du milieu, celui de la volonté souveraine du peuple, exprimée par une majorité réellement parlementaire. Que celle-ci se décide pour la République démocratique ou pour la monarchie constitutionnelle, peu importe: l'essentiel, c'est que cette volonté soit vraiment exprimée et obéie, pour rendre possible la solution des vrais problèmes vitaux du peuple russe.

M. G.

Une note Havas de Washington dit, à la date du 16 septembre, que les journaux américains ont commencé la publication de documents officiels sensationnels saisis en Russie par les agents américains.

Ces documents prouvent que non seulement Lénine et Trotzky, les principaux associés, sont des agents allemands, des soldats allemands à la solde de l'Allemagne, mais que le grand état-major allemand a organisé lui-même dans ses plus petits détails la révolution des bolchéviki, qui a plongé la Russie dans l'orgie et le crime à un degré non surpassé dans l'Histoire.

Ces documents montrent clairement que les bolchéviki ont trahi la Russie et les Alliés à Brest-Litovsk, en recevant secrètement, en qualité de conseillers militaires, des officiers d'état-major allemands, en espionnant les ambassades alliées et neutres; en un mot en dirigeant la politique étrangère, intérieure et économique de la Russie, ils ont servi les intérêts allemands. Une série d'autres intrigues allemandes dépassent l'imagination.

Ces documents contiennent de nouvelles preuves que l'Allemagne a préparé ses plans de conquête mondiale avant l'assassinat de Sarajevo.

Les Polonais et la solidarité slave

M. Gabriel Hanotaux a attiré l'autre jour l'attention des Polonais sur le danger du jeu germano-autrichien dans la création d'une Pologne selon le plan germano-autrichien. « Que l'on prenne garde », dit-il dans son article Et la Pologne? Une fausse manœuvre peut décider, une fois de plus, de l'avenir du grand peuple martyr qui fut si mal représenté, du pauvre troupeau sanglant qui fut trop souvent si mal conduit ». En exprimant ses vœux que les Polonais soient de bons Européens, il leur conseille de ne pas oublier qu'à la table verte chacun sera servi selon ses œuvres; chacun selon sa foi. Outre cette foi européenne, démocratique dont parle M. Hanotaux, il en existe une autre dont dépend le sort de tous les peuples slaves, et par conséquent celui des Polonais aussi. C'est notre foi slave dont nous devons sérieusement tenir compte, si nous voulons que notre idéal politique, qui est irréprochablement pur du point de vue démocratique et juste au point de vue du droit, soit approuvé dans son intégrité à la table verte diplomatique. Nous devons tâcher de réparer le mal fait en Russie et aider le grand pays slave à se redresser et à pouvoir paraître de nouveau devant les Alliés le front serein. Ce devoir incombe en premier lieu à la Pologne, à la Pologne telle qu'elle est aujourd'hui.

La Pologne se trouve, en effet, dans des circonstances plus favorables que les autres pays slaves pour soutenir la lutte contre notre ennemi commun qui est tout d'abord l'ennemi du peuple polonais. Les Serbo-Croates et Slovènes et les Tchéco-Slovaques soutiennent une âpre lutte en dehors de leur terrain national, à l'étranger, en exil. En Russie, l'invasion germanique a pour allié précieux la terreur bolchevik; en Ukraine aussi, l'invasion allemande est en rapports étroits avec le séparatisme petit-russe qui n'est pas l'expression de la volonté des grandes masses populaires petit-russes. Aujourd'hui que l'intervention alliée s'est produite dans le nord et dans l'est de la Russie, que les paysans ukrainiens, avec les haches et les houes, se soulèvent comme à l'époque de l'invasion de Napoléon, contre les troupes allemandes et le gouvernement anti-national, que le peuple commence à former dans tous les coins de la Russie assujettie des régiments de l'armée nationale pour combattre l'ennemi commun, quand les vaillants Tchéco-Slovaques et les Serbo-Croates font des efforts désespérés pour pénétrer à travers la Russie et la Pologne jusqu'aux frontières de la Prusse et de l'Autriche pour battre l'ennemi chez lui, — le peuple polonais se trouve devant un devoir dont l'Histoire même le charge et qui lui ouvre une belle perspective pour son propre avenir. Entre cette belle perspective de la politique nationale et la politique de compromis pratiquée par la noblesse de Varsovie et de Cracovie, il y a de la marge. M. Radzivill et ses amis de la haute aristocratie ont-ils reculé la frontière polonaise plus ou moins profondément dans la Petite-Russie, ont-ils un roi électif d'Autriche ou d'Allemagne, s'ils obtiendront la Galicie ou non, tout obtiendront-ils la Galicie ou non? Tout l'ensemble du grand problème slave. On veut créer une Ukraine qui ne sera qu'une nouvelle colonie allemande. On veut compromettre l'idée nationale des Polonais aux yeux de tous les Alliés et de tous les peuples slaves.

Les représentants démocratiques polonais ont, eux aussi, contribué à la décision des députés slaves d'Autriche-Hongrie, de lutter pour l'unité et l'indépendance des Slaves. Il est hors de doute que le peuple polonais soutienne ces représentans démocratiques et qu'il saura accomplir son plus haut devoir envers lui-même et envers les Alliés, qui ont toujours soutenu le slavisme et la cause slave. Les Polonais pourraient achever avec gloire la tâche commencée par les Tchéco-Slovaques. Dans la Russie de Lénine et dans l'Ukraine de Grouchevsky ils sont assez nombreux pour former une armée d'un million d'hommes. Ils pourraient trouver en outre l'appui dans le mouvement de libération des Petits-Russes. Quand le régime terroriste de Bronstein-Lénine sera renversé dans la Russie du nord-est et quand les troupes alliées s'approcheront des frontières de la Pologne, alors le peuple polonais tout entier aura à remplir la tâche qui lui incombe. Il dépend des Polonais de nous mettre dans la possibilité, nous autres Slaves, de répondre à notre devoir. C'est donc une grande responsabilité qui pèse sur eux. Mais les autres Slaves doivent faire également tous leurs efforts pour ne pas donner raison aux appréhensions exprimées par M. Hanotaux. L'effondrement de la vraie politique nationale polonaise serait dans une grande mesure l'effondrement de la politique slave en général. L'unité partout et toujours dans notre politique, voilà le devoir le plus sacré des Slaves.

M. P. C.

Le 31 août a eu lieu à Cracovie une assemblée du parti populaire polonais de Galicie, à laquelle ont pris part les représentants du même parti dans le royaume de Pologne, qui en avaient donné l'initiative. Nous lisons, dans le compte rendu de ces débats, publié par le « Piast », organe des populistes en Galicie:

En présence des agissements arbitraires des représentants « imposteurs » de la nation polonaise dans le genre des Radziwill et des Ronikier qui, soit disant au nom de la nation, sont en train de se livrer à Berlin à des marchandages au détriment de la Pologne, et n'hésitent même pas à renoncer à des territoires polonais depuis des siècles, l'assemblée a affirmé à l'unanimité que seul le peuple polonais est autorisé à prendre des décisions sur l'avenir de la Pologne, ainsi que sur sa future constitution, qu'il ne reconnaît pas les partages de la patrie et qu'il exige péremptoirement et sans restrictions l'indépendance et l'unification de toutes les terres polonaises, avec un accès à la mer par un littoral polonais. »

D'autre part, nous lisons dans le « Kuryer Pornanski »:

FEUILLETON

LA SERBIE

Conférence faite à la Sorbonne

par P. Popović

Mesdames et Messieurs,

L'Institut d'Etudes Slaves de l'Université de Paris, désirant confier la conférence sur la Serbie à une personne compétente, a préféré que la conférence soit donnée par un Serbe, non par un Français.

Je n'y vois — permettez-moi de le dire! — qu'un excès d'amabilité. Les Serbes ne sont pas les premiers auxquels le choix dût tomber. Parmi les Français on a pu trouver tant d'excellents conférenciers sur ce sujet, et, sans doute, meilleurs que celui qui vous parle en ce moment. Car, depuis Lamartine, qui, le premier, écrivit d'admirabels pages sur la Serbie dans son *Voyage en Orient*, il s'est formé en France une pléiade de poètes et de savants qui ont consacré d'éloquents et sympathiques ouvrages à la Serbie, ou bien de longues années de leur vie laborieuse à l'étude du peuple serbe. Les noms de Victor Hugo, de Saint-René Taillandier, d'Auguste Dozon, du baron d'Avril, et d'autres, en sont la preuve suffisante. Aujourd'hui encore, et plus qu'autre fois, un groupe nombreux d'excellents littérateurs, historiens, politiciens et publicistes, tous maîtres de la parole et maîtres de la plume, travaillent avec ardeur pour défendre en France et expliquer la cause serbe, qu'ils connaissent profondément. Ce groupe, que toute la Serbie vénère, et auquel elle doit beaucoup; que pas un Serbe, en passant par Paris, ne fut-ce qu'en un séjour de vingt-quatre heures, ne manque de voir; et qu'il considère comme un lieu de pélerinage en même temps que comme un cercle ami et presque comme son propre foyer domestique — ce groupe est honoré des noms de MM. Ernest Denis, Emile Haumant, Victor Bérard, Auguste Gauvain, Jean Herbette, André Chéradame, Paul Labbé, pour ne nommer que ceux qui sont les premiers à nommer. Il est vrai, deux noms y manquent, des noms de ceux qui ont trouvé une mort héroïque sur les champs de bataille, et il n'y a pas un Serbe éclairé qui ne regrette la mort du grand ami de la Serbie qu'était M. Albert Malet, et pas un étudiant de la jeune université serbe qui ne pleure la mort de son maître, l'excellent maître des conférences de l'Université de Belgrade, M. Gaston Gravier.

Après tout ce que ces éminents écrivains ont écrit sur la Serbie, qu'est-ce qu'en peut dire un Serbe? Et, surtout, qu'est-ce qu'il peut dire à ce moment, lorsque vous tous, littérateurs ou non littérateurs, vous connaissez la Serbie, ses malheurs, son importance, son passé et son état actuel? Tant de soldats français ont versé leur sang sur le sol serbe pendant cette guerre; tant de médecins français ont aidé avec dévouement la malheureuse population de la Serbie; tant de cœurs français ont frémi de joie ou de douleur en apprenant les nouvelles des victoires serbes ou de leurs défaites, et depuis la mémorable journée serbe dans les écoles françaises, le 26 mars de l'année passée, il n'y a pas un enfant français qui ne soit suffisamment informé de la Serbie. Qu'est-ce qu'il me reste, donc, à vous dire de ma patrie, dans les trois quarts d'heure dont je dispose, et où je suis forcément confiné à ne pas dépasser les généralités — qu'est-ce qu'il me reste à vous dire, mesdames et messieurs, que vous ne sachiez pas d'avance?

* * *

Vous savez que la Serbie, qui est un royaume de cinq millions d'habitants est un jeune Etat qui s'est affranchi, il y a plus d'un siècle, de la domination turque, sous laquelle elle tomba après avoir été un grand et glorieux empire au moyen-âge, le plus puissant aux Balkans. Vous savez aussi que ce n'est pas la seule Serbie qui est habitée par les Serbes, mais que bien d'autres contrées le Monténégro, la Bosnie, l'Herzégovine, la Dalmatie, la Hongrie méridionale, la Croatie, la Slavonie, l'Istrie, la Carniole, la Styrie, la Carinthie et le littoral slovène sont habitées par le même peuple que celui de la Serbie, peuple qu'on appelle Serbes, Croates et Slovènes, il est vrai, mais qui n'est qu'un seul peuple, parlant la même langue et ayant les mêmes aspirations. Je vous ai nommé toutes ces différentes provinces pour vous rappeler seulement que c'est en connection avec celles que je vais vous parler de la Serbie, mais je n'ose aborder un sujet si vaste que celui qui embrassera l'histoire et l'état actuel de tous ces pays. Je me bornerai à vous esquisser l'histoire politique de la Serbie moderne, son développement intellectuel et sa place parmi les pays yougoslaves, et l'état des choses créé par les guerres balkaniques et la guerre actuelle. Il est malheureusement à propos, au moment où la Serbie a temporairement perdu son indépendance, de se rappeler avec quelle peine et durant combien de temps avait été créé ce qui fut détruit en deux ou trois mois.

* * *

C'est en 1804 que commença en Serbie — alors simple pasphalik de Belgrade — le soulèvement général contre les Turcs, sous Karageorges, le fondateur de la dynastie actuelle. Au commencement, ce ne fut qu'une révolte contre les janissaires rebelles à la volonté du Sultan — les dahis, qui opprimèrent le pays le plus cruellement. Plus tard, après avoir chassé et tué les dahis, il vint aux insurgés l'idée audacieuse de lutter contre le sultan lui-

« La Commission d'enquête des partis démocratiques du royaume de Pologne publie le communiqué suivant:

« Les partis soussignés déclarent qu'ils considèrent les engagements de ce que l'on appelle le gouvernement polonais, contractés à l'égard ces occupants, avec lesquels le prince Radziwil et le comte Ronikier, envoyés de ce gouvernement se sont rendus au grand quartier général comme uniquement l'expression de la politique arbitraire de ce gouvernement, politique contraire aux intérêts de la nation polonaise.

Toute décision touchant des engagements internationaux ne peut être prise que par la Diète constituante démocratique polonaise.

(Signé): Parti socialiste polonais, Parti populiste polonais, Parti de l'Indépendance nationale, Alliance des partis démocratiques.

La note autrichienne

M. Gauvain écrit dans « Les Débats » :

La note du 15 est surtout destinée à conjurer les effets de la reconnaissance des Tchéco-Slovaques, des Yougoslaves et des Polonais par plusieurs des puissances alliées. Comme nous l'avons indiqué précédemment, elle équivaut à une déclaration de démembrement de l'Autriche-Hongrie ou, si l'on préfère, de transformation de cet Etat en une série d'Etats indépendants, unis ou non en une confédération qui pourrait comprendre aussi des territoires non compris dans la monarchie actuelle. Elle implique l'engagement de ne pas traiter avec le gouvernement de Vienne à l'insu et sans le concours des représentants des futurs Etats reconnus d'avance. Les ministres habsbourgeois le savent ou s'en doutent. C'est pourquoi ils invitent les Alliés à renier en fait leurs engagements et à détruire, par leur déloyauté consciente ou inconsciente, l'immense impression produite en Autriche-Hongrie par la reconnaissante récente des Tchéco Slovaques et des Yougoslaves, impression qui eût été encore plus forte si l'Italie s'était jointe à la France, à l'Angleterre et aux Etats-Unis.

Actuellement, la Bohême, la Moravie, la Croatie, la Dalmatie, la Bosnie et l'Herzégovine sont, si l'on peut ainsi parler, en état d'insurrection pacifique. Les représentants officiels de ces royaumes et pays revendiquent, proclamant le droit de ceux-ci à l'indépendance absolue. Les manifestations publiques en ce sens se succèdent sans que les autorités impériales et royales puissent les réprimer. Des bandes de déserteurs, souvent de plusieurs milliers, sont établies dans des régions où l'on n'ose les poursuivre; elles attaquent les convois, chassent ou tuent les agents du gouvenement central. Charles Ier-IV ne sait où ni comment employer ses armées. Il en est réduit à faire garder la Hongrie par des troupes tchèques. Dès lors qu'il doit envoyer sur notre front, en Russie et en Roumanie, ses Magyars et ses Allemands, il ne dispose plus que de futurs rebelles pour les garnisons de l'intérieur. On devine ce qui l'attend, si les Alliés se tiennent *termes sur les positions* qu'il ont enfin décidé de prendre. Le comte Burian le voit mieux que personne. Sa note est une suprême tentative de désagréger le bloc des Alliés et de montrer aux Slaves de la monarchie qu'ils n'ont par à compter sur nous.

Les Alliés ont une réponse très simple à faire: c'est de publier une déclaration commune sur la reconnaissance des Tchéco-Slovaques et des Yougoslaves, héritiers légitimes des anciens royaumes indépendants de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, de Lodomérie et d'Illyrie.

Autour de la paix séparée
avec la Bulgarie

Le *Manchester Guardian* du 26 août avait publié un arucle de fond sur les opérations dans les Balkans, en connexion avec la situation générale politique et militaire. Les arguments très judicieux et très instructifs de cet article n'auront pas manqué d'attirer l'attention générale, et il faut s'étonner, en effet, que le chemin balkanique ait été si négligé par les Alliés. Ce qui est moins exact et ce qui démontre la seule erreur du *Manchester Guardian* c'est le passage qui se rapporte à une paix éventuelle avec la Bulgarie. « La paix, écrit-il, doit être payée par le sacrifice de la Macédoine serbe. Et la Serbie étant un allié de valeur et de fidélité admirable, les compensations devraient être trouvées sur les rives de l'Adriatique. Une campagne heureuse du côté de l'Adriatique pourrait nous mettre en mesure de pouvoir offrir à la Serbie cette compensation et d'obtenir ainsi la paix avec la Bulgarie. »

A cet article bizarre un publiciste serbe, M. Ianovitch a répondu au *Manchester Guardian* par une lettre que le journal anglais a bien voulu publier et dans laquelle M. Tanovitch a fait des réserves les plus formelles au sujet des suggestions du grand organe démocratique de Manchester. La *Manchester Guardian* en publiant la lettre de M. Tanovitch, a ajouté, pour compléter son opinion, qu'il n'avait jamais eu l'idée de proposer une paix séparée avec la Bulgarie sans le consentement formel de la Serbie à toutes les clauses d'un tel traité.

Nous voulons, de notre côté, exprimer l'opinion que le moyen le plus sûr, le plus rapide et plus moral pour arriver à la mer Noire et à la jonction avec la Russie, ce n'est pas le marchandage avec Sofia, propre à compromettre à jamais la cause alliée, mais une offensive bien préparée et bien conduite de l'armée d'Orient. Toute la question est là, parce qu'en fait d'offres aux Bulgares, les Allemands promettront toujours davantage, et les Alliés ne pourront pas soutenir la concurrence allemande dans ces sortes d'arrangements.

*

M. Gustave Hervé écrit dans la « Victoire » du 19 août:

« Mais croire que la Roumanie, que notre alliée la Roumanie leur cèdera le nord de la Dobroudja, avec le port de Constanza, qui lui est si nécessaire; croire que la Serbie et la Grèce lâcheront la part de Macédoine que les traités de Bucarest leur ont concédée! Les Bulgares feront bien de se guérir de ces illusions.

Il y a un autre obstacle aux combinaisons bulgares: les passions, la haine que les Bulgares ont excitées contre eux en Roumanie, en Serbie et en Grèce. Comme nous, en Europe occidentale, nous avons la sensation très nette qu'il nous faut, en dehors de toutes les réparations du droit, infliger aux Allemands une correction qui rabattra leur orgueil et rendra l'Europe habitable, les Serbes, les Grecs et les Roumains ont le sentiment qu'ils n'auront la paix dans le petit monde qu'est le monde balkanique qu'après avoir administré aux Bulgaress, ces coqs des Balkans, une « plumée » salutaire.

A Venizelos, fils d'Ulysse; à Paschitch, le ministre serbe si réaliste; à Bratiano qui, traqué par la haine des Allemands n'en est pas moins pour nous le vrai président du conseil de Roumanie, de peser le pour et le contre, car la paix nous ne pourrions l'accorder aux Bulgares s'ils nous la demandaient, qu'avec l'assentiment des principaux intéressés, c'est-à-dire nos bons alliés serbes, roumains et grecs. »

Les Magyars contre les Yougoslaves

Dans le pays où un peuple conquérant accepte pour seul but politique d'assimiler par la force la majorité des citoyens d'autre race, il est naturel que l'idée du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ait trouvé un terrain tout à fait hostile. Là où le peuple dirigeant ravit aux millions d'hommes le plus élémentaire droit de l'homme, la question d'épanouissement des différentes forces nationales est une idée de haute trahison et de lèse-majesté. Telle est l'attitude que les Magyars ont adoptée envers les Yougoslaves.

Dans les premiers temps, quand après le relâchement de la discipline intérieure les peuples purent reprendre haleine et exposer leurs vœux: les Magyars ont embrassé la politique de l'Autriche? Simplement, ils feignaient de ne rien voir: le mouvement nationaliste leur paraissait faible et non dangereux. Plus ce mouvement grossissait et embrassait les masses les plus inférieures du peuples, plus la vigilance des Magyars s'accentuait. Aujourd'hui que les pays ont pris partie pour les peuples d'Autriche-Hongrie et que l'intervention de l'Amérique paraît avoir plus de poids, les dirigeants magyars font appel à leurs moyens traditionnels de pacification des troupeaux des peuples. L'opinion publique magyare, à la vue du mouvement nationaliste yougoslave, demande une intervention énergique et prompte du gouvernement hongrois pour étouffer toute velléité qui tendrait à briser les cadres déterminés par la sainte couronne de Saint-Etienne. D'ailleurs les Magyars n'ont jamais eu d'autre moyen de prouver leur vérité. La force armée est le meilleur moyen d'écarter les discussions futiles « soudoyées par des agents étrangers ». Les Magyars qui font de leur lutte pour la liberté en 1848 le plus grand fait de leur histoire, ne veulent pas comprendre que d'autres peuples aient également des désirs semblables à ceux de leurs aïeux de 1848. Leurs scribes s'adonnent à la construction de nouveaux peuples dans le but de diviser et de créer des situations embrouillées. Dans l'organe du comte Andrassy « Magyar Hislap », un spécialiste des questions yougoslaves écrit sur cette question et constate qu'il existe un peuple bosniaque. Ce spécialiste se plaît à déterrer les formules déjà mort-nées que l'Autriche a créées dans le but de former un peuple de langue bosniaque, pour pouvoir couper la continuité nationale yougoslave. La malchance de l'essai autrichien n'est pas de nature à assagir les spécialistes magyars. Mais d'autres politiciens ne se donnent pas même la peine d'entrer en discussion dans cette question. Ils voient toute la question sous un jour très simple. Pour eux la meilleure façon d'amener le calme et de supprimer le mouvement yougoslave gênant est l'introduction d'une dictature militaire, qui grâce aux potences et aux prisons aurait vite raison des perturbateurs et agents payés par « l'Entente ».

L'officieux « Pester Lloyd » du 23 août, en exaltant les beautés de l'union avec la Turquie, termine ainsi: « Aujourd'hui plus que jamais l'intérêt du peuple croate est de se prononcer solennellement et franchement pour l'idée unioniste. Il doit avoir présent à l'esprit le fait que les conditions d'existence de l'Etat magyar ont déterminé des limites infranchissables à ses désirs et que ses aspirations justifiées ne peuvent se réaliser que dans la communauté étatique avec le royaume de Saint-Etienne. »

Le « Pest Hislap » du 21 juillet est plus énergique et plus droit. Pour dire la même chose que son confrère, il s'exprime ouvertement sans faire appel à ses tortueuses expressions politiques. Il dit: « Nous étions de l'avis que le gouvernement hongrois devait, dès le début de la guerre, établir la dictature militaire en Croatie dans le but d'exterminer toutes les tendances antidynastiques et hostiles à l'Etat. Si on l'avait fait, on aurait pu empêcher les nombreuses trahisons commises sur les rives de la Sava et en général on n'y rêverait plus de l'Etat yougoslave. »

La solution simple et directe préconisée par ce journal est encore plus claire et énergique dans l'organe de Tisza. « Az Usjag » de même date dit: « Les Magyars ne peuvent pas se contenter qu'on interdise les agressions contre l'intégrité de leur Etat. Leur intérêt vital exige que les mêmes crimes pour lesquels les soldats tchèques sont pendus ne soient pas couverts par l'immunité parlementaire. Pour nous la chose est claire, et nous constatons que ces messieurs que nous visions, dont l'attitude est hors de doute et les aspirations entièrement dévoilées sont entre nos mains et il n'est nullement nécessaire d'attendre un hasard pour nous emparer de leurs personnes. »

Dans la cinquième année de guerre, en même temps que de plus mielleuses assurances humanitaires et pacifiques sont adressées au camp opposé, les Magyars entendent résoudre la question de la liberté d'un peuple de douze millions d'âmes au moyen de potences et de prisons. En face de ces inhumains et indignes détenteurs du nom humain, nous répétons notre « censeo »: tant qu'une poignée d'Asiatiques féodaux et capitalistes-exploiteurs aura dans ses mains la destinée des peuples civilisés et conscients de leur droit à la vie, le cœur de l'Europe sera toujours sujet à des explosions et nouveaux malheurs. Pour créer de l'ordre et la possibilité d'une vie calme et digne en Hongrie, il faut réduire les Magyars à leurs frontières naturelles. Qu'ils règnent sur eux-mêmes, les peuples n'ont plus besoin de tuteurs!

QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Régénération économique de la Serbie

Le ministre de commerce et de l'agriculture M. Jankovitch, a soumis au parlement un projet de loi sur les premières mesures à prendre pour le relèvement économique du pays. Ce projet M. le ministre l'accompagne de l'exposé suivant:

Le premier devoir qui nous incombe est d'importer dans le pays le plus possible d'instruments et de matériel de production, ainsi que els articles de consommation les plus pressants. En prenant en considération le fait que nos commerçants, à cause du manque de capitaux et de crédits ainsi qu'à cause des autres difficultés qui sont à prévoir à l'occasion des commandes à l'étranger, ne pourront pas pleinement répondre à ces besoins, j'ai décidé, d'accord avec le Conseil des Ministres et avec la Commission économique du Parlement que l'Etat lui-même se chargera de fournir les instruments et le matériel de production le plus nécessaire, ainsi que les articles de consommation les plus indispensables.

Outre cette fourniture dont l'Etat se chargera, les commerçants auront à fournir eux-aussi différents articles. L'Etat, ou plus spécialement le Miinstère de l'Agriculture et du Commerce fera tous ses efforts pour leur faciliter cette tâche. A cet effet, sont prévues certaines mesures d'exemptions douanières, de réfection des chemins de fer et des primes d'importation. L'un de ses moyens est aussi l'organisation des crédits commerciaux qui seront facilités par tous els moyens.

En second lieu vient la tâche de l'Etat de distribuer, proportionnellement aux besoins de chaque région, les instruments, les matériaux de production et les articles de consommation qui seront importés dans le pays.

Dans ce but, j'ai engagé comme collaborateurs et organes auxiliaires, les corporations autonomes, les départements et les communes ainsi que les corporations économiques suivantes: L'Union des Zadrougas agricoles, la Société agricole serbe,

---

même. La Porte expédia alors, en 1805, une première expédition pour punir les audacieux, puis une autre, et ainsi de suite, pendant plusieurs années. De terribles campagnes s'engagèrent, mais les Serbes restèrent victorieux toujours, et parvinrent à délivrer leur patrie. En 1812, la paix fut conclue entre la Russie et la Turquie — qui aussi étaient en état de guerre — et le VIIIIe article du traité de Bucarest stipula pour la première fois l'obligation pour la Porte de donner une certaine autonomie à la Serbie. Malheureusement, Alexandre Ier étant aux prises avec Napoléon, la Porte n'avait rien à craindre de la Russie en ce moment, et ne respecta point ce traité. Elle envahit simplement la Serbie par d'énormes forces militaires. Epuisés par les dix années de guerre continuelle, les Serbes ne purent résister. L'ancienne domination turque s'établit de nouveau.

Comme vous savez, pas plus longtemps que deux ans plus tard, en 1815, une nouvelle insurrection commença en Serbie, avec Milos Obrenovic comme chef, où les Serbes furent de nouveau victorieux, au prix de moins de sang et pour moins de temps. La situation internationale était de beaucoup plus favorable en ce moment qu'en 1804. La Russie avait les mains libres. Grâce à cette protection russe et aux négociations assidues et fines de Milos Obrenovic, la situation de la Serbie fut grandement améliorée. La convention d'Akkermann, conclue en 1826 entre la Russie et la Porte, accorda à la Serbie une large autonomie constitutionnelle, et le Hatichérif de 1830 assura la dignité princière à Milos, avec droit d'hérédité. Ainsi la Serbie, sous le règne du Prince Milos, devint une principauté autonome sous la suzeraineté du Sultan, et son territoire embrassait la partie septentrionale de la Serbie actuelle.

La Serbie resta dans ces frontières pendant vingt et un ans, durant lesquels le jeune état s'affermit, s'organisa, se consolida, se rendait capable des tâches plus grandes. Il le devint sous le second règne du Prince Michel (1860—1868). Jusque là, la politique de la Serbie fut passive et n'aspirait qu'à sauver le petit état de toute complication internationale — telle la révolution hongroise et la guerre de Crimée. Mais la politique du prince Michel fut active. Elle voulait comprendre les événements autour d'elle, s'en servir à son profit, les diriger à son gré, et même les provoquer. La grande question d'Orient était posée devant l'Europe à cette époque, et bien des hommes d'Etat, surtout français, en cherchaient la solution. Ils se rendaient compte que, tôt ou tard, c'en était fait avec la Turquie d'Europe, et se demandèrent seulement à qui en confier et comment régler l'héritage.

Le prince Michel eut sa solution du problème. Il pensa à créer un puissant état serbe en délivrant du joug turc les Serbes de la vieille Serbie et de la Bosnie-Herzégovine, et en les unissant à la Serbie avec le Monténégro, libre depuis longtemps. Avec une persévérance et un esprit de suite qui étaient ses grandes qualités, il se mit à l'œuvre — qui ne demandait rien de moins qu'une réorganisation fondamentale de l'état qu'il gouvernait et un changement complet des affaires balkaniques. Le prince commença, en 1861, par sonder l'opinion du gouvernement français et du gouvernement russe sur une action éventuelle de sa part contre la Turquie. Ayant reçu l'assurance de leur neutralité le cas échéant, il se mit à réorganiser l'état intérieur de la principauté. Le Conseil d'Etat dépendait beaucoup de la Porte, selon le hatichérif, et restreignait énormément le pouvoir du prince. Michel promulga une loi qui ôta le pouvoir prépondérant au Conseil et qui le mit aux mains du prince. Ainsi il se débarassa de la constitution imposée par la Porte en 1838, et qui permettait à la Turquie de se mêler constamment aux affaires intérieures serbes. Ensuite, il forma une armée — un Français, le colonel Mondain, en fut l'organisateur — une armée qui, au besoin, pouvait avoir 150.000 combattants. Enfin, il réforma toute la machine de l'Etat en vue de mieux réaliser ses plans. La roérganisation de l'Etat une fois accomplie, il entra en relations avec les gouvernements et les représentants des peuples balkaniques, en vue d'une action commune contre les Turcs. Il conclut un traité d'alliance avec la Grèce. Il était en train de faire la même alliance avec la Roumanie. Il fut reconnu par le comité des émigrés bulgares — car la Bulgarie n'existait pas à cette époque comme un état indépendant — le prince futur de la Bulgarie. Il posa ainsi les fondements d'une ligue balkanique.

Qu'ls étaient heureux, les Serbes de la Turquie, de voir l'œuvre du prince grandissant toujours et tendant vers sa fin! Avec quelle joie toutes les étapes de cette politique furent-elles suivies par les Serbes de la Vieille-Serbie et de la Bosnie-Herzégovine! Et par les Croates aussi. Car, ces frères serbes qui s'appellent Croates, eurent leur émancipation politique. Et après s'être acquis une haute conscience nationale, ils finirent bientôt par voir qu'ils sont le même peuple que les Serbes, et que la seule politique qu'ils avaient à suivre était l'union avec les Serbes. Le grand patriote croate, « le premier fils du peuple », comme on l'appela, l'évêque Strossmayer, était la véritable incarnation de cette noble idée de l'unité serbo-croate. Il était le grand ami du prince Michel et de sa politique. Et lorsque, le premier novembre 1867, le premier ministre du prince, Garasanin, écrivit dans une lettre, devenue fameuse depuis, que « le programme de la Serbie est de créer un état yougoslav dont elle sera le chef », les représentants de la Croatie arrivèrent immédiatement à Belgrade pour conférer avec le prince et le gouvernement serbe. La Serbie du prince Michel devint ainsi le Piémont yougoslave. La grande pensée du prince venait assurément du cœur de tout le peupe serbo-croate.

(A suivre.)

Société Genevoise d'Editions et d'Impressions. — Genève

les Chambres de commerce, d'industries et des métiers. Ces corporations connaissent mieux les conditions locales de chaque région et elles nous offrent ainsi une garantie suffisante pour la répartition équitable des articles importés. Il va sans dire que je ferai appel, pour ce travail, ainsi que dans d'autres cas, à l'aide et à la collaboration des députés.

En ce qui concerne la répartition des articles que les commerçants importeront dans le pays, l'Etat n'a pas les moyens d'intervenir, mais j'ai bien des raisons à espérer que la concurrence libre et la loi de l'offre et de demande exerceront leur influence sur une répartition équitable.

Le dernier devoir et en même temps le plus important consiste dans la nécessité d'utiliser de la façon la plus rationnelle, les forces productives du pays. Le besoin qui se fera sentir sous ce rapport m'a déterminé à faire quelques restrcitions dans la liberté du mouvement de ceratins économes (?), ainsi que faire certaines dérogations aux méthodes ordinaires de travail. Bien que ces deux dernières mesures puissent paraître dans les premiers moments très gênantes, elles seront indispensabels quand nous retnrerons dans le pays.

J'ajouterai immédiatement que cette intervention de l'Etat ne se produira que dans la production agricole, d'abord parce que c'est la branche la plus importante de notre économie nationale, et ensuite parce que c'est ici que le manque dans les moyens de production se fera le plus sentir. D'ailleurs des restrictions pareills existent dans tous les pays belligérants.

Conformément à l'article 9 du projet de la loi, l'Etat vendra les instruments et les matériaux procurés par lui pour la production agricole ainsi que le bétail de trait non seulement aux agriculteurs particuliers mais aussi aux corporations autonomes, départements et communes ainsi qu'aux organisations agricoles. En vendant ces moyens de production, l'Etat leur imposera une obligation, celle de cultiver avec et par l'intermédiaire des comités spéciaux (dans les communes et dans les départements) les biens, publics et privés, selon les besoins qui se présenteront.

Mais l'exécution de cette obligation rapportera aux communes et aux Zadougas une belle récompense de leurs efforts — car après quelRque temps lorsque la vie économique reprendra dans le pays son cours normal, elles pourront vendre aux particuliers ces moyens de production aux prix normaux que l'Etat leur avait vendus à demi-prix, de façon que l'excédent du prix de vente rentre dans leur caisse.

D'autre part, la loi prévoit aussi, dans l'intérêt d'une production plus rationnelle, la réquisition des instruments et du bétail de trait qui sont la propriété privée ainsi que les travaux obligatoires. On ne fera usage de ces deux mesures que dans le cas où elles deviendraient indispensables et ou la réquisition et les travaux obligatoires ne porteront pas préjudice à l'agriculteur.

Ensuite. la loi prévoit l'imposition des prix pour les articles qui servent aux beloins les plus pressants (les denrées alimentaires). Cette prescription limite la liberté du commerce, mais je suis d'avis qu'une telle restriction est très nécessaire dans l'intérêt même du consommateur. »

Ce projet de loi n'a pas été voté à cause de la clôture prématurée des séances de la Skoupchtina. Il sera probablement voté en automne, à la prochaine réunion du Parlement.

La chancellerie austro-magyare et sa « conférence confidentielle »

Tandis que les représentants du militarisme prussien continuent à menacer, la chancellerie du Ballplatz allonge ses tentacules, comme elle l'a fait, on ne sait combien de fois déjà, tantôt ouvertement, tantôt en secret, essayant d'entamer des pourparlers de paix, pour le salut de l'Europe et de l'humanité. Or, s'il y a quelqu'un qui n'a pas le droit de parler au nom de l'humanité, c'est précisément la chancellerie des Habsbourg. Si cette pauvre humanité lui tenait tant soit peu à cœur, elle n'aurait pas adressé à la Serbie cet ultimatum fameux, elle n'aurait pas refusé à la Russie la prolongation du délai fixé à quarante-huit heures, elle n'aurait pas rejeté la proposition anglo-française de considérer son conflit avec la Serbie comme une affaire internationale. Et comment la chancellerie de Vienne ferait-elle appel à un arbitrage, puisqu'elle a repoussé la demande de la Serbie de soumettre le différend au tribunal de la Haye, sous prétexte que ce serait au-dessous de sa dignité de grande puissance de comparaître avec la petite Serbie?

Mais d'où vient que cet orgueil s'est changé en prévenance? C'est que l'orgueil se sentait soutenu par le militarisme prussien, tandis que la prévenance d'aujourd'hui ne veut que sauver de la débâcle complète ce même militarisme. Il faut que la chancellerie viennoise sache que tout le monde voit enfin clair dans cette affaire et que la guerre mondiale doit en première ligne résoudre les problèmes territoriaux, avant de s'embarquer dans des conversations idéologiques. Le plus important de ces problèmes, c'est, à côté de la restitution de l'Alsace-Lorraine, la libération définitive des peuples limitrophes de l'Autriche-Hongrie. Si donc la chancellerie des Habsbourg veut sincèrement la paix, et une paix juste et durable, elle n'a qu'une chose à faire, renoncer à la souveraineté sur les Polonais et les Petits-Russiens de la Galicie, reconnaître l'Etat des Tchéco-Slovaques, donner la Transylvanie à la Roumanie, Trente et Trieste à l'Italie, et reconnaître aux Serbo-Croates et aux Slovènes, depuis le Triglav jusqu'au Moriche, le droit de s'unir à la Serbie et au Monténégro. Une telle proposition contribuerait infiniment plus à la paix qu'une « conférence confidentielle », laquelle, d'ailleurs, ne saurait être acceptée par l'Entente, M. Wilson s'étant déjà prononcé ouvertement contre toute diplomatie secrète. La chancellerie des Habsbourg a trop longtemps joui d'une indulgence qui n'était pas du tout méritée. Il faut qu'elle apprenne enfin que ses manœuvres ne trompent plus; il faut qu'on lui dise sans équivoque que la libération des nationalités limitrophes lui sera dictée sur le même ton, sur lequel fut dicté le funeste ultimatum à la Serbie, et qu'on sera inexorable à toutes ses instances, exactement comme elle-même a été sourde envers la Serbie et à toutes les prières de ne pas déclencher une guerre universelle qui coûterait trop cher à l'humanité.

Pour ceux qui se sentiraient disposés à plaindre l'Autriche-Hongrie, ajoutons ceci: il lui restera toujours une vingtaine de millions de fidèles sujets allemands et magyars, c'est-à-dire une population aussi nombreuse que celle de l'Espagne et qu'elle pourra rendre heureuse tant qu'elle voudra!

G.

Korochets, Pachitch, Troumbitch

La « Jugoslovenska Drzava », organe officiel de l'Union Yougoslave Sud-Américaine, a publié dans son numéro du 1er juin, entre autres, la constatation suivante:

« Est-ce simplement une pure coïncidence qu'à la tête des représentations nationales suprêmes se trouvent un Slovène, un Serbe et un Croate?

Le Club Yougoslave de Vienne est présidé par le Slovène Korochets, en remplacement du Slovène Krek, décédé. Le président du Comité Yougoslave à Londres est le Croate Trumbitch et le président du ministère serbe et chef du gouvernement de Serbie est le Serbe Pachitch. En effet, tandis que le gouvernement serbe représente officiellement, surtout après la Déclaration de Corfou, notre peuple entier devant les Alliés et tandis que le Comité Yougoslave de Londres représente la partie subjuguée de notre peuple — le Club Yougoslave ou actuellement le Conseil National Yougoslave de la Monarchie représente notre peuple subjugué entier devant les puissances centrales. C'est de cette façon que les rôles sont partagés et nous croyons que cela s'est produit par un heureux concours de circonstances aussi bien que par la volonté consciente qui a voulu qu'à la tête de notre mouvement national soient représentées les trois branches de notre peuple.

L'histoire ne saurait mieux parler de ce fait qu'il ne parle de lui-même. Jamais notre lutte ne fut aussi unanimement soutenue ni si tragiquement belle! Jamais notre peuple n'a été aussi conscient et ne s'est trouvé si bien à la hauteur des événements qu'aujourd'hui. L'événement dont nous venons de parler paraît au premier abord insignifiant, mais au fond, c'est, dans la vie de notre peuple, un phénomène très important. »

Th. Roosevelt et les conditions de paix des Alliés

Le 6 septembre, à l'occasion de la « Journée Lafayette et de la Marne », l'ancien président des Etats-Unis, Th. Roosevelt, a prononcé dans le City Hall, à New-York, un grand discours sur les conditions de paix alliées.

« A la Serbie et à la Roumanie, a déclaré M. Roosevelt, doit être rendu ce que les Bulgares leur ont pris. L'empire d'Autriche et l'empire ottoman sont à dissoudre et leurs peuples à libérer. Les Turcs doivent être tout-à-fait chassés de l'Europe. Nous ne voulons pas que les Allemands et Magyars soient opprimés par les autres, mais nous n'admettons non plus que ces deux peuples dominent et oppressent d'autres nationalités. L'Alsace-Lorraine sera rendue à la France, la Belgique restaurée et indemnisée, l'Italie autrichienne rendue à l'Italie et les provinces roumaines de Hongrie rendues à la Roumanie. Les Tchéco-Slovaques constitueront un Etat indépendant, les Slaves du Sud seront réunis en un Etat indépendant, et la Pologne sera unifiée. Elle obtiendra les provinces polonaises d'Autriche, de Prusse et de Russie. La Lithuanie, la Livonie et la Finlande auront leur liberté, et aucune partie de l'Empire russe ne sera livrée à l'Allemagne. »

« Das ritterliche Bulgarien » !

Nous n'avons pas l'honneur de connaître un M. Asséo qui jouit de l'hospitalité de la « Neue Zurcher Zeitung » et qui est utilisé quelquefois par les Bulgares pour servir de porte-parole à leurs désirs. C'est lui qui a arrangé, l'année passée, une interview aux tendances ententophiles avec M. Mileff, directeur de l'Agence Bulgare, interview que M. Mileff, sur l'ordre de Berlin, s'est empressé de démentir lui-même. Or ce M. Asséo propose aux Bulgares, dans la « Neue Zürcher Zeitung » du 2 août, de prendre l'initiative d'une union des peuples balkaniques, et de s'efforcer de la réaliser.

« Tout gouvernement bulgare, comme le serviteur responsable du destin de son pays, doit souhaiter l'union balkanique et travailler à sa réalisation. Je sais (tiens, tiens!) et l'on sait (qui cela on?) qu'un tel désir existe, que ce désir a pris déjà la forme d'une volonté, et pourquoi alors le cacher? Nous sommes arrivés au sommet du calvaire et il est le devoir de chaque peuple qui se respecte de dire à haute voix ses désirs et de prendre l'humanité entière pour arbitre. A la place de l'aigle mourant des armes il faut installer une noblesse nouvelle, celle du cœur qui répare le mal. En ce qui concerne la Bulgarie il est sûr qu'elle abrite un peuple chevaleresque... »

Si nous avons bien compris M. Asséo, il propose aux Bulgares d'essayer d'obtenir par leur « noblesse » et leur esprit « chevaleresque » ce que l'aigle mourant allemand n'a pu conquérir pour eux par les armes. La conquête se ferait sous le symbole de l'union balkanique.

L'idée est excellente, il ne s'agit que de trouver des imbéciles pour la patronner, et tout s'arrangera au mieux!

Une fête en l'honneur de l'héroïque Serbie à Evian-les-Bains

Le 31 août eût lieu à Evian-les-Bains une touchante manifestation en l'honneur de l'héroïque Serbie et en faveur de la ville-martyre de Monastir. La fête était patronnée par le distingué ministre de France en Serbie, M. le vicomte de Fontenay et honorée par la présence de M. Pachitch, Président du Conseil des Ministres serbe. M. Mariani, sous-préfet de Thonon a prononcé un vibrant discours, saluant l'illustre représentant de la Serbie et relatant en quelques termes éloquents la lutte de la Serbie pour la défense du droit et de la justice et pour la libération de tous les Serbes, Croates et Slovènes.

Une nombreuse assistance a vivement applaudi les petits élèves serbes de Thonon, qui nous ont fait entendre des chansons nationales serbes. Dans toutes ces chansons le public sentait la vibration de l'âme serbe toute animée des sentiments patriotiques, d'espoir, de confiance et d'une foi inébranlable dans la victoire commune.

M. et Mme Bourgeois, de l'Opéra Comique, avaient prêté leur précieux concours à cette manifestation franco-serbe, destinée à recueillir quelques fonds pour la malheureuse population de Monastir, exposée depuis deux ans au bombardemnt destructif des canons bulgares.

Nouvelles de Serbie

Une citation méritée

Le Général commandant en chef des armées d'Orient cite les militaires, dont les noms suivent, à l'ordre du jour:

Marianovitch Michaïlo, préfet de Monastir, depuis un an à la tête du département de Monastir, a prêté l'aide la plus dévouée et le concours le plus actif aux autorités militaires françaises.

Par son autorité personnelle et son attitude, il a toujours maintenu l'ordre et le calme parmi les habitants, notamment lors des bombardements et de l'incendie de Monastir et s'est toujours fait remarquer par ses belles qualités de courage, d'énergie et de décision.

Lechegnarévitch, Pierre, maire de Monastir depuis le 6-19 novembre 1912, est resté auprès de ses administrés jusqu'à la dernière extrémité et a repris ses fonctions dès la réoccupation de la ville.

Dans les circonstances les plus difficiles, a toujours prêté aux autorités militaires françaises le concours le plus précieux et a été au milieu de bombardements constants dont la ville a été l'objet, un bel exemple d'énergie et de courage pour la population si éprouvée, chez qui il a su maintenir le calme et la confiance.

Le 17 août 1918.

(Signé:) Franchet d'Esperay.

M. Pachitch à Paris

Le « Temps » du 17, mande:

M. Pachitch, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères de Serbie, est arrivé à Paris, accompagné de M. de Fontenay, ministre de France en Serbie. L'éminent homme d'Etat serbe a été salué à la gare de Lyon par un représentant du ministre des Affaires étrangères de la République, ainsi que par M. Vesnitch et le personnel de la légation serbe.

M. Pachitch restera une semaine à Paris et aura des entrevues importantes concernant les intérêts serbes et yougoslaves.

La politique en Autriche-Hongrie

L'impudence magyare

L'« Az Est » annonce que deux projets se trouvent en présence pour la « solution » de la question yougo-slave. Le premier de ces projets, préconisé par le président du Conseil Weckerrlé, prévoyait l'incorporation de la Bosnie à la Hongrie. Cette combinaison était déjà bien près de sa réalisation, lorsqu'un facteur politique important est venu y faire obstacle. M. Weckerlé proposa alors les les solutions suivantes: 1. la plus grande partie de la Bosnie doit être rattachée à la Croatie; 2. la Hongrie obtiendra une bande importante de Littorral; 3. le port de Fiume doit être élargi et développé; 4. la partie de la Dalmatie et de la Bosnie habitée par les Serbes doit être rattachée à la Croatie, pendant que Cattaro deviendra un port hongrois. La Croatie céderait les « comitats » serbes à la Hongrie.

Ce projet est, dit-on, actuellement à l'étude.

L'offensive franco-serbe

Des nouvelles des plus satisfaisantes nous arrivent de front macédonien. Après l'échec que les Grecs ont infligé aux Bulgares à l'est du Vardar, dans le secteur de Serès, ce sont les Franco-Serbes qui maintenant donnent les coups les plus durs, dans le massif de Morihovo, entre Monastir et le Vardar.

La prise de Dobro Polié, de Vetrenik, de Sokol et de Koziak, qui constituent une chaîne montagneuse de toute importance au point de vue stratégique, aura pour effet de faire reculer plus au nord l'ensemble du front bulgare et de dégager dans une certaine mesure la ville de Monastir, qui a été jusqu'à présent constamment exposée au feu des canons ennemis. Si le front entre la frontière albanaise et le Vardar se redresse et prend la hauteur qu'atteignent actuellement les troupes franco-serbes avec la prise de Koziak, les villes d'Ochride et de Ressan tomberont entre les mains des Alliés. En tout cas ces deux villes sont fort menacées à la suite de la dernière opération dans le Morihovo.

Les opérations, dit un communiqué, ont l'air de prendre la direction du nord-est pour atteindre la voie ferrée Uskub-Salonique, près de Kavardar. Dans ce cas les Franco-Serbes auront à leur gauche la montagne de Babouna, qui reste une position importante et qui constituerait une gêne pour les opérations devant amener les Franco-Serbes sur la ligne de chemin de fer Uskub-Salonique. Il est à prévoir que les Alliés prendront cette importante position avant de poursuivre leurs opérations ailleurs. La Babouna passe pour imprenable. En 1915, un seul régiment serbe, avec quatre canons et une dizaine de mitrailleuses, qui occupait cette position stratégique, avait résisté à plus d'une division bulgare en lui infligeant des pertes effroyables. Les Bulgares ont été forcés de renoncer à la prise de Babouna par cette voie directe et l'ont tournée à l'ouest en faisant leur apparition à Krouchévo et Kitchévo, de façon que les Serbes ont dû l'évacuer. Cependant la Babouna offre du côté du sud plus de facilités pour être prise, eu égard que le terrain est moins à pic.

La prise de la Babouna, outre les avantages stratégiques qu'elle offrirait pour le développement des futures opérations, constituerait une garantie absolue contre la menace de la Macédoine serbe du sud. les Alliés disposant d'assez de troupes pour assurer l'aile gauche du côté de Krouchévo, qui est facile à défendre avec peu de troupes quand on est maître de la Babouna. Ainsi, quoi qu'il arrive, avec la prise de cette montagne la Macédoine du sud resterait hors de danger jusqu'à la fin de la guerre. Les Serbes auraient une partie de leur sol national restauré, qui permettrait à l'administration d'Etat et aux réfugiés en exil de rentrer chez eux.

Berne, 19 Septembre:

Surmontant de formidables difficultés, nos troupes poursuivent jour et nuit l'ennemi. Celui-ci est complètement battu. Nous avons pris les hauteurs de Topolats et Koutchov-Kamen (cote 1800) et les villages de Poltchisté, Vitalisté, Melnitsa, et le pont de Rezime-bey sur la Cerna. L'avavce atteint une profondeur de 20 km. Les régiments tout frais venus au secour pour combler les brèches sont battus à plate couture. Les Bulgares en se retirant ont incendié de nombreux villages.